

Réunion des 9 organisations de retraité-es Compte-rendu INTERNE 9 octobre 2025

La réunion s'est tenue dans les locaux de la FGR-FP, de 9 h 30 à 11 h 30. Huit organisations étaient présentes (CGT, FO, CFTC, CFE-CGC, FSU, Solidaires, FGR-FP, Ensemble & Solidaires) et LSR était excusée. L'UNIRS Solidaires était représentée par Anne Millant et Patrice Perret.

Ce compte-rendu interne et complet permet de connaître les positions des différentes organisations.

Ordre du jour prévu :

- point sur l'actualité,
- bilan des journées des 18 septembre et 2 octobre,
- préparation des PLF et PLFSS,
- Action spécifique des retraité.es,
- Questions diverses.

Point sur l'actualité

La FGR-FP, organisation invitante, rappelle l'ordre du jour et introduit le point sur l'actualité. La période actuelle est subie depuis plusieurs années, les gouvernements veulent faire passer une politique dont la population ne veut pas, qui se traduit par le chômage, le recul du pouvoir d'achat, l'augmentation de la pauvreté, les manques du service public dont la santé...

Les gouvernements se succèdent à un rythme rapide, nous attendons ces jours-ci le nouveau gouvernement qui espère bénéficier de la promesse de ne pas être censuré. Un « dialogue » aurait lieu sur la réforme des retraites, c'est un écran de fumée pour faire passer le PLFSS. Nous sommes particulièrement concernés, par la moitié de l'effort financier imposé (gel des pensions, l'abattement des 10 %, l'année blanche, ...). Toutes les forces patronales demandent la réforme des retraites, avec l'appui de partis politiques. Le pari de Macron va-t-il réussir ? Nous devons nous exprimer dans la rue !

Pour Solidaires, la colère sociale est là et s'intensifie, mais le rapport de force n'est pas suffisant, à cause de la faiblesse des grèves, même dans les secteurs où les équipes syndicales ont fait le boulot pour mobiliser. Les grèves restent à construire, ce qui demande du temps, et l'unité à 8 organisations syndicales, qui est un outil au niveau national, ne se réalise pas encore sur le terrain. Néanmoins, la pression exercée le 10 septembre (journée à laquelle notamment Solidaires a appelé) les 18 septembre et 2 octobre, a maintenu à l'ordre du jour l'abrogation de la réforme des retraites. Les hésitations, y compris à droite, pour une suspension de la réforme, mesure non suffisante, sont une conséquence des actions.

Quel que soit le gouvernement qui sera mis en place ces jours-ci, qu'il y ait un nouveau gouvernement, une dissolution du Parlement ou la démission du président Macron, la mobilisation sociale sera nécessaire pour rappeler les revendications.

Les retraité·es ont toute légitimité pour appuyer la mobilisation sociale et s'affirmer de façon spécifique, car c'est la partie de la population la plus visée par l'austérité, celle qui subit les insultes, les outrages, l'âgisme et maintenant le boomer-bashing pour opposer les générations et frapper encore plus fort les aîné·es.

Notre Groupe des 9 s'est exprimé à l'occasion du 2 octobre, nous proposons qu'à l'occasion de la journée d'action dont nous allons décider la date, une nouvelle expression soit préparée pour rappeler au nouveau gouvernement, aux différentes forces politiques nos revendications sur le triptyque pouvoir d'achat, santé, services publics, ce qui nécessite des moyens financiers par une réelle justice fiscale.

La CGT affirme que ça se jouera dans la rue quel que soit le gouvernement. Ânonner « grève générale » ne la déclenchera pas. Une action pédagogique est nécessaire, face aux propos de Bayrou. Le calendrier est compliqué, l'intersyndicale à 8 fonctionne pour le moment, nous devons nous inclure dans chaque action interpro et devons faire réellement ce que l'on peut faire. Le 2 octobre a été plus faible, mais cela montrait notre refus des régressions sociales. Le contexte politique n'empêche pas les actions comme aujourd'hui devant le ministère de la santé à laquelle l'USR CGT a appelé.

Les négociations Agirc-Arrco arrivent et deviennent catastrophiques. Le CA de l'Agirc-Arrco se réunira le 17 octobre, la CGT propose un rassemblement dans de nombreuses villes dont Paris. Dans le G9, des désaccords existent sur la complémentaire du privé. Tout le monde a signé l'accord Agirc-Arrco l'année dernière malgré l'opposition des retraité·es. Pour la prochaine manifestation des retraité·es sur Paris, il ne faudra plus se balader dans les jardins des ministères, mais aller là où il y a du monde. Nous devons et pouvons dissocier la manif et la remise de pétition ou motion par une délégation.

Ensemble & Solidaires interroge : que faire en plus des manifestations ? Nous pouvons déposer des boîtes, vides comme nos poches. L'accumulation de boîtes serait une manifestation visible.

La FSU ne partage pas le diagnostic de la mobilisation de Solidaires, la grève n'a pas été faible dans certains secteurs de la Fonction

publique, par exemple dans l'éducation nationale. Le reflux du 2 octobre n'a pas empêché des manifestations importantes, avec la présence des retraité·es, ce que la presse a souligné. Nous avons participé à la déconstruction du discours libéral et devons continuer à le faire. Le Medef a retiré sa journée d'action, à cause de la perception de la population sur l'injustice fiscale et sur les aides du gouvernement aux entreprises et aux riches. Le G9 travaille bien, nous devons préparer une action spécifique, en faisant le lien avec la politique de régression.

Le rapprochement du salaire brut et net, c'est l'idée de faire disparaître les cotisations, dissocier la retraite du travail. À l'inverse, les slogans de jeunes sont axés sur la justice sociale. Nous devons avoir une expression utile. Seul le G9 apporte des explications, nous pourrions par exemple rédiger un fascicule largement distribué, vantant la retraite.

FO est d'accord avec les interventions. La situation délétère va vers le chaos. Le 2 octobre, l'intervenant participait à une formation sur la Sécu, face à un auditoire très attentif. Nous n'avons pas l'obsession du compteur, la population est consciente de ce qui risque de lui tomber sur la tête, de la difficile fin de mois. Dans la manif, des anciens et des jeunes clamaient « de l'argent pour les pensions, pas pour les canons », ils ne veulent pas de guerre, pas de transfert massif de leur pouvoir d'achat vers la guerre, mais nous n'y sommes pas encore. Le G9 ne peut qu'accélérer les actions décidées par les actifs. Seule l'action fera bouger les gouvernements et les partis politiques. Ce n'est pas parti, mais tout le monde est chaud bouillant, mais pas chaud pour les journées saute-moutons pour ne pas revivre la réforme des retraites, il faut en finir une bonne fois. Législatives en novembre : c'est ce que prévoient certains journalistes ? Une campagne électorale peut nous tomber sur le dos, mais ça ne veut pas dire que nous devons nous taire. Nous devons continuer à informer. L'argumentaire de Solidaires est bien, nous devons voir comment on s'en sert. Décider maintenant ? Attendre le calendrier politique ?

L'UCR-FO va tenir son AG qui décidera de sa participation à ce que le G9 va décider. Les jeunes sont mobilisés, ils ont compris les dangers de la capitalisation et les remises en cause de la répartition. Pouvons-nous recontacter leurs organisations pour faire quelque chose ensemble, expliquer la retraite ?

La CFTC insiste pour une manifestation spécifique des retraité·es, car les actifs nous oublient, notamment dans les appels à l'action. Nous devons agir, même s'il y a des élections politiques. Nous avons déjà attendu pour cause de manifestation des confédérations. Nous sommes d'accord pour une expression avec les jeunes. Attention aux rassemblements Agirc-Arrco car ce n'est pas une bonne chose de manifester devant nos administrateurs.

Solidaires revient sur les mobilisations à Paris, qui doivent être plus festives et plus visibles, aller là où on nous voit. Nous avons des idées et sommes d'accord avec des boîtes vides (porte-monnaie, poches ...) déposées au milieu de la place. Nous pouvons demander une aide aux jeunes qui travaillent en réseau et organisent des flash mobs. Nous sommes des citoyens avec des droits, l'État providence, c'est nos impôts, nos sous et nos cotisations. Nous pouvons expliquer aux jeunes les impôts et les cotisations qu'ils connaissent peut-être mal.

Ensemble & Solidaires rebondit aussitôt : il est scandaleux d'accepter des franchises sous prétexte qu'un médicament à 2 €, ce n'est pas cher, car on cotise pour avoir ce médicament.

La CGT insiste sur le chaos dont les gouvernements sont responsables, mais qu'ils veulent nous faire payer. Elle a participé à une émission TV et a donné des chiffres, affirmé qu'elle ne voulait pas partager sa retraite, mais tous les autres (sauf rares exceptions) dont les jeunes sortant de la fachosphère voulaient faire payer les vieux. Il faut rappeler une partie de l'histoire, 80 ans après la mise en place de la Sécu. Les grèves ne sont pas faibles, malgré le recul du 2 octobre. Comment faire grève avec des bas salaires ? Nous avons participé à mettre la pression et les mobilisations ont contraint les gouvernements à reculer. Lecornu est la copie conforme des précédents. Borne a passé sa réforme des retraites au 49.3 et serait prête à la remettre en cause ? La CGT n'y croit pas, c'est pour faire passer l'ensemble. Nous demandons l'abrogation et non la suspension. Les retraité·es sont ciblés de façon spécifique. Nous ne voulons pas partager notre

pension. Les 211 milliards sans contreparties doivent être partagés. Seule la mobilisation fera bouger. La politique a des valeurs démocratiques mais est dévoyée, ce qui éloigne de la politique. La CGT est d'accord pour la diversité des formes d'action. Nous devons fixer la période spécifique de l'action des retraité·es.

Le 17 octobre, se tient le CA de l'Agirc-Arrco pour décider de la revalorisation des retraité·es du privé. L'Agirc-Arrco a 101 milliards d'euros de réserve, soit 10 mois de versement et non 6 comme nécessaire. La CGT métallurgie a entamé le processus de mobilisation et a demandé à être reçue, l'UCR-CGT s'y est rattaché et propose aux organisations du G9 de rejoindre aussi. Dans les départements, la mobilisation se prépare également.

La CGC remarque que Macron voulait faire une carrière internationale, maintenant, il est la risée du monde entier avec l'augmentation de sa dette. La CGC n'est pas forte pour les manifestations, c'est dur de mobiliser, mais quelque chose de visible s'impose. Les retraité·es doivent se montrer dans les manifestations. Les jeunes voient sur les réseaux et les médias les papy boomers mener une belle vie, c'est de l'âgisme.

La CFTC a assisté à un café débat sur l'âgisme, il est apparu que les jeunes et les femmes font moins l'âgisme que les autres, car ils et elles sont aussi discriminés en tant que personnes qui coûtent.

La CGT témoigne de deux expériences avec les jeunes : un rassemblement place du Chatelet avec de nombreux jeunes dans une ambiance intergénérationnelle ; une distribution de paniers repas à des jeunes à Jussieu où personne n'a contesté les retraité·es. Les tentatives de rencontre n'ont pas été très fructueuses à cause de la faiblesse de la représentation des jeunes. Un étudiant sur trois travaille. Le compte-rendu d'une réunion Ile-de-France où les patrons sont venus, le thème central était « prendre la plus-value que font les retraité·es, c'est l'inverse de « on coûte cher ». Il nous manque le nombre de retraité·es dans les actions, comment mobiliser ?

PLF et PLFSS

Argumentaire contre les menaces visant les retraités·es

Solidaires rappelle que le projet a été modifié selon les demandes de la dernière réunion, puis pour tenir compte de la situation changeante afin que la rédaction ne se démode vite.

Discussions sur le fond :

- La FGR-FP fait remarquer que les calculs indiquent les pertes immédiates et que l'inflation va s'ajouter avec le temps.
- Le document et ses graphiques indiquent une perte de quasiment 1 % pour les retraités·es à cause de l'ensemble des mesures. Quelques organisations pensent que cela fait relativement peu, FO signale que 1 %, ce n'est pas négligeable. Il est décidé de mettre en avant des

exemples de pertes en euros, plutôt que des pourcentages.

- La question de l'inflation n'apparaît pas, or elle s'ajoute aux régressions programmées dans le PLFSS.
- La FSU signale que le CSR vient de durcir ses propositions de sous-indexation des pensions. Il préconise d'agir avec prudence mais propose une baisse de 2 % par an pendant 5 ans, afin d'équilibrer les comptes en 2030. Elle envoie une rédaction qui remplacera l'ancien paragraphe.
- Solidaires termine l'argumentaire en intégrant les demandes. Il sera envoyé aux militants en leur disant qu'ils peuvent en faire ce qu'ils veulent, y compris un tract sur chaque thème. Il doit partir maintenant car il y aura toujours du nouveau.

Date de l'action spécifique des retraités·es

La CGT rappelle que les confédérations, réunies en ce moment, vont s'exprimer rapidement et peut-être proposer une date d'action. Le G9 en tiendra compte pour décider de sa date.

La CFTC s'attend à des PLF et PLFSS à minima.

La FSU dénonce le chaos organisé, qui est un mode de fonctionnement qui a permis, par exemple, de mettre à genou le peuple grec, après avoir semé la peur parmi la population. Nous ne sommes pas résignés, nous devons abonder l'argumentaire et publier un fascicule à diffuser largement.

La CGT trouve l'argumentaire bien fait, il faut l'actualiser sur le contexte politique. Le 0,9 % frappe les esprits et semble peut-être anodin : peut-être faut-il supprimer ce chiffre ? Les confs vont décider d'une action qui risque de perturber la

nôtre. Nous sommes une cible, nous devons agir. Nous devons décider d'une date ... et la décaler un peu si les confs décident début novembre.

FO rappelle que le principe d'une action spécifique a été décidé, mais que nous devons attendre la date des confs pour décider de la nôtre en novembre, en tenant compte des éventuelles élections législatives les 16 et 23 novembre (selon le Canard enchaîné). L'UCR-FO discutera de l'action à son AG.

Solidaires propose de s'adresser, à partir de notre argumentaire, aux candidat·es en cas d'élections les 16 et 23 novembre.

Décision : nous retenons la date du 6 novembre et nous attendons l'éventuelle date des confs pour faire connaître cette date en envoyant le relevé de décisions.

Prochaine réunion

Ce sera le **mardi 21 octobre à 9 h 30** au local de la CGT, avec une possibilité de visio pour les personnes qui ne peuvent absolument pas venir à Paris